

DECISION MUNICIPALE N°DEC 2025-136

CONTRAT RELATIF AU SPECTACLE « L'ESPRIT DE NOEL, LA LEGENDE DES AARTEITA »

Le Maire de Villebon-sur-Yvette,

Vu les articles L2122-22 et L2122-23 du Code général des Collectivités Territoriales,

Vu les délibérations du Conseil municipal n°2021-10-074 du 14 octobre 2021 et n°2022-09-072 du 29 septembre 2022 autorisant le Maire à exercer les pouvoirs délégués par ledit Conseil,

Vu l'arrêté municipal n°2022-09-426 du 20 septembre 2022 portant délégation de fonction à Monsieur Patrick BATOUFFLET, 1^{er} Adjoint au Maire,

Vu le contrat proposé par « S.A.S DOUBLE D PRODUCTIONS », représentée par Monsieur Alexandre RAVELEAU, agissant en sa qualité de Directeur Général,

Considérant que ce spectacle se déroulera le dimanche 21 décembre 2025 à 16h au Centre Culturel Jacques BREL 91140 Villebon sur Yvette,

Considérant que selon l'évolution des conditions sanitaires, les dates de la prestation pourront être reportées et formalisées uniquement par un document contractuel signé des deux parties,

DECIDE

<u>Article 1</u>: De signer le contrat relatif au spectacle « L'ESPRIT DE NOEL, LA LEGENDE DES AARTEITA » par S.A.S DOUBLE D PRODUCTIONS, représentée par Monsieur Alexandre RAVELEAU, agissant en sa qualité de Directeur Général, dont le siège social se situe 3 avenue de Bouvines, PARIS 75011.

<u>Article 2</u>: D'imputer la dépense d'un montant de 6382,75 € TTC (6050,00 € HT, TVA à 5,5%) sur le chapitre 11 du budget communal.

<u>Article 3</u>: La présente décision sera inscrite sur le registre des décisions municipales, transmise par voie électronique à la Préfecture de l'Essonne et publiée pour une période de deux mois au moins sur le site de la Ville.

Fait à Villebon-sur-Yvette, le 5 novembre 2025

Le 1^{er} Adjoint au Maire chargé de la Vie sportive, culturelle et des relations internationales

Patrick BATOUFFLET

La présente décision municipale peut faire l'objet d'un recours gracieux exercé auprès de la Commune et d'un recours pour excès de pouvoir auprès du Tribunal Administratif de Versailles (Article R421-1 du Code de la justice administrative) sis 56, Avenue de Saint-Cloud 78000 Versailles par voie postale ou par voie dématérialisée sur la plateforme « Télérecours ».

Le délai de recours de deux mois court dès sa publication et/ sa notification aux intéressés et sa transmission par voie dématérialisée au titre du contrôle de légalité en application de l'article L2131-1 et L2131-2 du Code général des collectivités territoriales.